

**La TVA anti-sociale Sarkozy :
une attaque contre le pouvoir d'achat, la croissance et l'emploi**

Plusieurs ministres (X. Bertrand, V. Péresse) ont annoncé que la TVA sociale se ferait « avant l'élection présidentielle ». Aussitôt, le Gouvernement a reçu le soutien du Medef : pour L. Parisot, cette mesure « loin d'une faute sociale » serait « un avantage social ». La réalité est tout autre : concrètement, la droite propose d'augmenter de plusieurs points la TVA.

La TVA ne peut pas être sociale : c'est l'impôt le plus injuste. Son poids est d'autant plus important que les revenus des ménages sont faibles : elle représente 14 % du revenu des 10 % des ménages les plus pauvres, contre 5 % du revenu des plus riches.

La droite fait porter les efforts par les plus modestes. Les deux plans de rigueur Sarkozy-Fillon se sont traduits, notamment, par la taxe sur les mutuelles (+4,7 % de hausse moyenne des tarifs pour 2012) et par une hausse du prix du gaz de +4,4 % pour 10 millions de foyers, mais aussi par le passage du taux réduit de TVA de 5,5 % à 7 %. Sont notamment concernés la consommation d'eau, les transports en commun (+3,2 % de hausse en moyenne pour la SNCF depuis le 1er janvier), le bois de chauffage, le logement social, les livres et fournitures scolaires. Dans le même temps, la majorité UMP à l'Assemblée nationale a décidé de baisser l'impôt sur la fortune et de supprimer la taxe exceptionnelle sur les nuitées dans les hôtels de luxe ! Avec la « TVA anti-sociale », la droite veut dégrader un peu plus encore la vie quotidienne des ménages modestes alors même qu'ils dépensent la totalité de leur revenu quand les plus fortunés, eux, en épargnent l'essentiel. Les bas salaires, aujourd'hui exonérés de cotisations patronales maladie-famille, subiront de plein fouet cette nouvelle hausse d'impôt, alors qu'à l'inverse une bonne part des revenus du capital en seront exemptés, dès lors que la TVA autorise la déduction intégrale des dépenses d'investissement.

En plus d'être injuste, la TVA anti-sociale Sarkozy entraînera un risque de récession. Après avoir creusé la dette de 500 milliards d'euros et alors que la France compte un million de chômeurs de plus qu'en 2007, le Président sortant promet sans dire comment de rétablir les comptes publics et faire redémarrer la croissance. Une hausse de TVA, en plombant le pouvoir d'achat des Français, entraînera une chute immédiate de la consommation. Elle enfermera notre économie dans la récession, réduira le carnet de commande des entreprises, aggravera plus encore le chômage et, au final, creusera les déficits publics.

Prétendre que « seuls les produits importés seront concernés » est mensonger. Non seulement tous les produits et tous les services consommés ou utilisés en France par les Français verront leur prix augmenter fortement, mais les importations représentent à peine un tiers de la consommation des ménages.

4 janvier 2012

Promettre que cette mesure empêchera les délocalisations ne résiste pas à l'épreuve des faits. Dans la compétition internationale, que vaudra une baisse des prix à l'exportation de 3% ou 4 % quand l'essentiel du déficit de compétitivité de l'économie française n'est pas liée au prix, mais à la perte de substance de notre industrie, l'insuffisant effort de recherche publique et privée, le manque de financement pour que les PME puissent innover, grandir et exporter ? Au contraire, il est plus que probable que la baisse d'impôt sera utilisée par nombre d'entreprises – et d'abord les plus grandes – pour augmenter leur taux de marge, ce qui augmentera le prix TTC des produits français et annulera le prétendu gain en compétitivité. Qui peut penser qu'une hausse de 2 ou 3 points de tous les taux de TVA pour compenser ne baisse de 2 à 3 points de cotisations patronales permettrait de combler le différentiel salarial avec la Chine de l'ordre de 1 à 30 ?

L'alternative à cette politique qui a échoué et que la droite veut amplifier, c'est le projet porté par François Hollande.

- Pour **le redressement productif et la compétitivité-qualité** à travers une politique industrielle digne de ce nom dont les leviers sont une Banque publique d'investissement sous forme de fonds régionaux, un livret d'épargne industrie, l'indispensable sécurisation des parcours professionnels par la formation initiale et continue.
- Pour **le soutien au pouvoir d'achat** avec, notamment, un plan national de rénovation thermique de l'habitat, la tarification progressive pour les consommations essentielles d'énergie et d'eau, l'encadrement des loyers dans les zones de spéculation.
- Pour **la justice fiscale** à travers une réforme fondée sur deux principes forts : chacun doit payer selon ses moyens et les revenus du capital doivent être soumis au même barème de l'impôt que les revenus du travail.

Le sarkozysme a commencé en donnant aux riches et il se termine en taxant les pauvres : après le paquet fiscal de 2007, le boulet fiscal de 2012 !